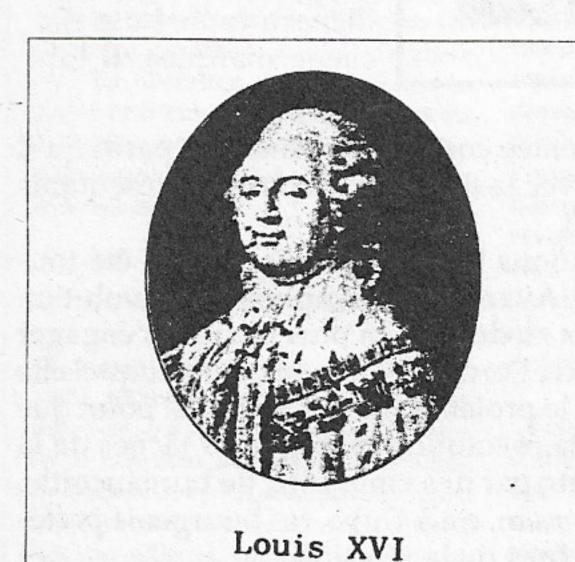
LA VERITABLE REVOLUTION FRANCAISE

John Mullen (sous pseudonyme) dans Socialisme International N° 24, juillet-août 1989

Pour le bicentenaire de la révolution, nous allons avoir droit à de grandes célébrations et à l'invitation à Paris des chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés: Thatcher, Bush, Mitterand et Kohl tous convertis en «révolutionnaires» pour l'occasion. Ils se présentent en héritiers des valeurs de liberté et de démocratie d'il y a deux cents ans. Mais il y a quelque chose qui devrait les gêner dans la véritable histoire de la révolution française: d'abord l'intervention décisive des masses populaires dans la vie politique, et deuxièmement l'évidence de la nécessité des révolutions pour faire progresser la société. Dans cette article nous examinerons le sens de la véritable révolution française et nous verrons qui sont les véritables héritiers de l'esprit de la révolution.

La révolution française était la première révolution où les masses jouèrent un rôle déterminant dans l'histoire humaine. En juillet 1789, pendant l'explosion décisive, plus de deux cent mille Parisiens prirent les armes contre le régime : pourquoi ?



CRISE

L'absolutisme de Louis XVI, symbolisé par les lettres de cachet permettant les arrestations arbitraires, était en crise. Ce pouvoir absolu avait été mis en place pour régler les conflits perpétuels entre seigneurs féodaux. Chaque région sous le féodalisme était relativement indépendante et le seigneur y avait tous les droits. Mais le développement du commerce et de nouveaux moyens de production heurtait

cette fragmentation. L'absolutisme était une réponse partielle à ce problème. Il permettait de réduire le pouvoir des nobles locaux, et aussi d'incorporer une section de la nouvelle bourgeoisie dans l'aristocratie, en leur vendant des charges annoblissantes.

L'église, souvent la seule source d'information des paysans (qui formaient la majorité de la population) détenait un monopole sur l'enseignement et était le ciment idéologique de cette société, pour ne rien dire de son rôle dans le système féodal en tant que propriétaire d'un dixième des terres en France.

Pour les paysans, le féodalisme représentait un nombre immense de taxes et d'impôts à payer pour le luxe des seigneurs et de l'église, et d'autres fardeaux comme celui de l'obligation d'utiliser le moulin du seigneur et de le payer cher, et la corvée ("travaux forcés"). Combinées avec la famine et une réaction seigneuriale augmentant leurs droits, ces contraintes menèrent à l'explosion régulière de révoltes paysannes.

Dans les villes, il n'y avait pas encore une classe ouvrière significative. Les masses urbaines, fer de lance de la révolution, étaient composées de petits commerçants et d'artisans indépendants, les Sans-culottes, dont la revendication primordiale était le prix du pain. Par contre, au-dessus d'elles il y avait la moyenne et grande bourgeoisie, qui ne supportaient plus de détenir une grande partie du pouvoir économique sans avoir accès au pouvoir politique. Car si le déclenchement de la révolution en juillet 1789 trouve ses causes im-

médiates dans une augmentation terrible du coût de la vie, la durée de la période révolutionnaire et les changements fondamentaux dans la structure de la société qu'elle a produit s'expliquent autrement. Parallèlement à cette crise conjoncturelle il existait une crise structurelle beaucoup plus profonde de la société française.

Pour le roi et son gouvernement le but principal était de créer une situation qui favoriserait la création d'un maximum de richesses pour pouvoir ainsi faire face aux puissances rivales comme l'Angleterre. Les ministres les plus lucides du roi voyaient la nécessité d'introduire des réformes - unifier le système de poids et de mesures, réduire les restrictions et les privilèges qui créaient les obstacles à la libre circulation des marchandises et au développement du commerce et de l'industrie.

Des tentatives furent faites dans ce sens mais le roi ne voulait pas affronter sa noblesse et son clergé, et à chaque fois il faisait marche arrière face au refus de l'aristocratie de s'y plier et d'abandonner ses privilèges et son pouvoir. La seule possibilité pour sortir de cette impasse était la révolution.

L'INSURRECTION DE JUILLET 89

Plusieurs historiens, comme François Furet, ont essayé récemment de réduire la révolution à une série de coups d'Etat dans lesquels les masses populaires auraient joué un rôle tout à

fait secondaire. La réalité est bien différente. L'insurrection de juillet a utilisé les Etats généraux, le «parlement» féodal, mais sa base reposait sur le pouvoir dans la rue. Le roi avait convoqué les Etats généraux (dans lesquels étaient représentés les trois ordres de la nation : l'aristocratie, le clergé et le Tiers-Etat, à savoir l'immense majorité de la population) dans une dernière tentative de résoudre ses problèmes financiers dus aux guerres commerciales.

Mais les Etats Généraux servirent de tremplin pour les revendications de la bourgeoisie et des Sans-culottes. Le Tiers-Etat, largement dominé par les députés de la bourgeoisie, demanda aux autres ordres de s'unir à lui et se déclara «Assemblée Nationale», seul gouvernement légitime. La nouvelle assemblée était soutenue par la révolte des masses populaires écrasées par les prix de la nourriture (en été 1789, 88 % du budget des masse parisiennes était dépensé pour le pain seulement qui atteignait en juillet le prix le plus élévé du XVIIIème siècle). Le pouvoir politique avait changé de main. Dans cette situation, des classes et des groupes différents se mirent à élaborer leur programme pour sortir de la crise. En même temps, par-

tout en France, la paysannerie s'éleva contre le fardeau écrasant des impôts seigneuriaux. De la Normandie à l'Alsace des châteaux furent brûlés, ainsi que des listes de citoyens imposables.

Face aux troubles, une fraction de la noblesse, avec La Fayette notamment, vit la nécessité absolue d'introduire des réformes. Avec la bourgeoisie, elle était d'accord pour répartir un peu plus largement les impôts (jusque là, les seigneurs étaient exemptés de la taille, impôt royal le plus lourd).

BASTILLE

Mais en même temps, le Roi préparait un coup militaire contre l'Assemblée. La majorité de la bourgeoisie voulait encore négocier, mais elle forma également une Garde Nationale de dizaines de milliers de bons bourgeois, pour défendre l'Assemblée contre les troupes royalistes, mais aussi pour défendre leur propriété contre les masses affamées et insurgées. La bourgeoisie ne s'opposa pas à la prise de la Bastille,

CHRONOLOGIE

1789

mars-août : émeutes de la faim à la campagne et dans les villes mai : réunion des Etats Généraux

17 juin : le Tiers-Etat se déclare «Assemblée Nationale».
12-14 juillet : Insurrection à Paris. Chute de la Bastille.
juillet-août : Révoltes à la campagne («La Grande Peur»)
5 août - "Abolition du féodalisme" votée à l'Assemblée
26 août : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.
octobre : les femmes parisiennes ramènent le roi à Paris.

1791

14 juin : Lois Le Chapelier, contre le droit des travailleurs de s'organiser.

21 juin : Louis XVI s'enfuit et est arrêté à Varennes. 22 août : Insurrection des esclaves à Saint-Domingue.

1792

avril : Déclaration de la guerre à l'Autriche 10 août : insurrection à Paris. La monarchie est renversée. 11 août : Suffrage universel masculin voté

20 septembre : victoire militaire décisive à Valmy

22 septembre : nouveau calendrier révolutionnaire introduit

1793

janvier : exécution de Louis XVI

mars : Début de la révolte en Vendée contre la levée de soldats. 31 mai - 2 juin : Insurrection à Paris. Renversement des Girondins. Les Jacobins prennent le pouvoir.

17 juillet : Abolition totale des droits féodaux.

26 juillet : Introduction de la peine de mort contre les spéculateurs sur le grain.

fin septembre : contrôle des prix du pain (le «Maximum»)

1794

10 juin : «La Grande Terreur»

27 juillet : Chute du gouvernement révolutionnaire. 28 juillet : Robespierre et ses partisans exécutés. novembre : Fermeture du club des Jacobins.

1795

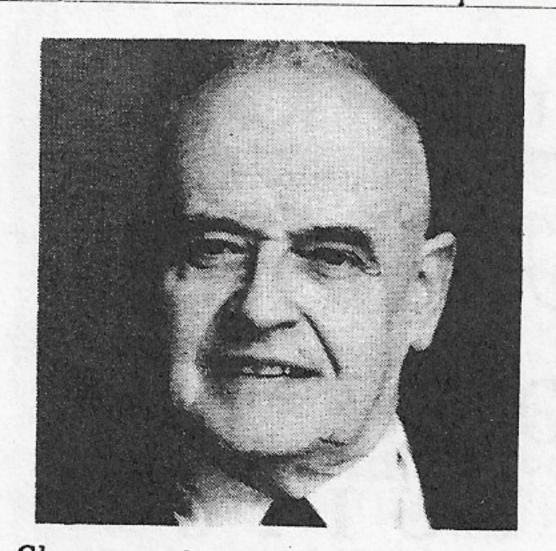
mai : La dernière révolte populaire à Paris est écrasée. octobre : élection de l'exécutif du Directoire.

1799

novembre : Coup d'Etat de Napoléon Bonaparte contre le Directoire. Ouvre le règne du Consulat.

> mais ne dirigea pas cette bataille, qui fut menée par les Sans-culottes.

> La prise de la Bastille fut une victoire essentielle. D'abord elle neutralisa une forteresse qui aurait pu utiliser ses grands canons contre les quartiers



Chaunu, historien "vendeen"

populaires autour de la Bastille. Mais surtout la chute symbolique de la Bastille déclencha partout en France des révoltes qui renversèrent l'autorité royale et la remplacèrent par des forces dominées par la bourgeoisie. Très souvent, les nouvelles autorités furent obligées, par les mouvements populaires qui les avaient portées au pouvoir, d'accorder une réduction du prix du pain. Dans chaque ville se forma immédiatement des Gardes Nationales pour éviter la contre-révolution et pour canaliser et réprimer la révolte venant d'en bas.

Dorénavant, il n'y avait que deux issues possibles. ou bien la bourgeoisie réussissait à conserver le pouvoir politique dans le pays, ou bien la contre-révolution rétablissait l'ancien pouvoir - un processus qui n'aurait pas manqué de passer par une répression massive et sanglante, dépassant à une échelle incalculable la terreur et la répression de la période révolutionnaire.

Le Roi fut forcé de reconnaître l'Assemblée Nationale. Celle-ci vota «l'abolition complète du régime féodal» tout en obligeant les paysans à racheter les droits féodaux pour une somme vingt fois supérieure à celle du prélèvement effectué annuellement. Pour arracher l'abolition totale, il faudra encore des années de lutte. Enfin le 26 août fut voté la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen». Liberté, égalité, Fraternité, fut la devise de la révolution, et ce sont encore des principes dont la bourgeoisie d'aujourd'hui se réclame. Mais hier comme

aujourd'hui, ces principes abstraits cachaient une réalité bien concrète.

Liberté, oui, mais celle de disposer de la propriété privée, de faire du commerce et donc d'exploiter. Liberté de travailler, mais dans le sens de la loi Le Chapelier (votée en 1791) qui interdisait le droit d'association et les coalitions ouvrières.

Egalité des droits, mais qui ne s'étendait ni aux femmes, (exclues du suffrage «universel»), ni aux esclaves dans les colonies. Il faudra la révolte des esclaves de Saint Domingue sous la direction de Toussaint L'Ouverture pourqu'ils soient enfin affranchis. Fraternité enfin entre tous les français, mais qui servait surtout à masquer la réalité de la division de la société en classes.

LES JOURNEES D'OCTOBRE

En octobre le Roi se leva contre «l'abolition du féodalisme» et commen-

LA NATURE DE LA REVOLUTION

«Les historiens libéraux réduisent les conflits politiques de la période révolutionnaire à une série d'élites qui voulaient chacune le pouvoir. Mais cette interprétation fait de l'histoire un non-sens. Des millions de gens se sont engagés dans la lutte pour le changement social. Des programmes politiques proposés par des minorités ont surgi de ce conflit. De tels programmes ont pu gagner un soutien large uniquement parce qu'ils correspondaient aux intérêts réels de forces sociales. Les historiens libéraux sont incapables d'expliquer pourquoi certains programmes gagnèrent sur d'autres (car il y en avait des centaines).

La bourgeoisie faisait partie des classes exploiteuses sous l'ancien régime. Mais, malgré une certaine intégration dans l'ancien système, elle restait opprimée. La destruction des structures qui l'opprimaient, combinée avec les revendication des masses pauvres, ont poussé la révolution en avant. Les paysans et les pauvres dans les villes étaient incapables de former une force indépendante pour prendre le pouvoir. Seule la bourgeoisie avait le potentiel d'être une nouvelle classe dirigeante.»

PAUL mcGarr: La grande révolution française

ça à rassembler ses partisans contre la révolution. En réaction, une partie de la bourgeoisie se radicalisa et avec leur encouragement le 5 octobre une manifestation armée, une foule composée de femmes du peuple, envahit Versailles et ramena le Roi à Paris.

D'octobre 1789 à l'été 1791, il y eut une longue tentative de la bourgeoisie de trouver un compromis avec le roi. La plupart des bourgeois voulait conserver la monarchie, qu'ils pensaient pouvoir utiliser comme garant de l'ordre, alors que le Roi, en secret, préparait la contrerévolution armée. Les dirigeants bourgeois voulaient avant tout stabiliser la société. Duport, l'un d'entre eux, déclara «La révolution est finie. Il faut la préser-

ver et résister aux excès... la liberté doit être réduite et l'opinion publique contrôlée.»

Pour les Sans-culottes, la révolution était loin d'être finie. Ils revendiquèrent le contrôle des prix et s'organisèrent pour les luttes à venir. Dans la campagne également, les paysans imposèrent avec les armes des prix raisonnables sur les marchés.

ORGANISATION

Pendant cette période se développa très vite le mouvement qui allait devenir la force consciente nécessaire pour faire aboutir la révolution, l'organisation où se forgera la stratégie pour consolider le pouvoir bourgeois : le «parti» jacobin. En mars 1790 il y avait 32 clubs jacobins. En juillet 1791, il y en avait 921 Autour de ces clubs essentiellemnt bourgeois se développèrent des clubs populaires, organiés séparemment.

Parallèlement aux clubs surgit une nuée de journaux politiques. En 1792, à Paris seulement, il y avait 500 titres différents Ces clubs et cette presse furent la colonne vertébrale de la révo-

lution.

Les Jacobins représentaient l'aile de la bourgeoisie la plus déterminée à défendre le nouveau pouvoir. Ils étaient prêts à utiliser la terreur contre l'aristocratie, mais aussi contre les sections contre-révolutionnaires ou trop vacillantes de sa propre classe. Ils acceptaient la nécessité de s'allier avec les Sans-culottes, en leur offrant des réformes, bien qu'ils craignaient les «excès» des masses, qui, avec leur idéologie égalitaire, pourraient mettre en danger la propriété bourgeoise.

LA GUERRE

Effrayés par les évènements en France, d'autres pays en Europe menaçaient la France révolutionnaire de guerre. La guerre éclata en avril 1792. Des dizaines de milliers de paysans et de Sans-culottes se portèrent volontaires pour rejoindre l'armée et défendre la patrie. Le patriotisme des masses n'avait rien à voir avec le nationalisme réactionnaire que nous connaissons aujourd'hui. En 1792 la défense de la patrie signifiait avant tout la défense des nouvelles libertés - même si celles-ci étaient limitées - contre les rois et les tyrans.

La révolution fut menacée de l'intérieur du pays. Aussi même les Girondins, pourtant la section la plus «modérée» de l'Assemblée Nationale, voyant le danger encore présent d'un coup d'Etat royaliste, firent appel aux mouvements populaires, qui attaquèrent le palais des Tuileries le 20 juin 1792. L'Assemblée vira à gauche, pendant que l'armée prussienne avançait sur Paris, Danton, nouveau ministre de la justice, soutenu par les masses populaires, déclencha une répression - »La Terreur» - contre les anciens aristocrates à Paris qui risquaient à tout moment d'aider la contre-révolution. Des tribunaux populaires condamnèrent 1400 personnes à mort.

LA TERREUR

Quelques historiens ont vu dans cette violence révolutionnaire un «dérapage» malheureux, qui aurait dû être évité. En vérité cette violence fut indispensable. Une révolution qui n'est pas prête à réprimer ceux qui veulent rétablir l'ancienne tyrannie ne peut pas survivre. Une Sans-culotte déclara que, en cas de

984

COMITE DE SALUT PUBLIC.

COUTIONNAIRES RÉVOLUTIONNAIRES ET GRATUITS

Pour apprendre, en trois décades, à fabriquer le Salpêtre, la Poudre & les Canons.

Pour toute information, contactez Socialisme International

LA VERITABLE REVOLUTION FRANCAISE



"Francaise devenue libre".

Le "Père Duchêsne"

crates n'hésiteraient pas à nous couper la formes, bien sûr, furent réclamées et gorge à tous». Elle avait entièrement rai- soutenues par les foules insurrectionnelson.

Poussée par l'enthousiasme patriotique des soldats, l'armée française qu'il fallait à tout prix gagner la guerre. vainquit les Prussiens à Valmy. Doréna- Cette minorité révolutionnaire défendait vant, la question centrale fut celle de la en effet les intérêts de la bourgeoisie dans guerre. Il n'y avait plus de possibilité de son ensemble, même si de larges sections compromis avec Louis XVI qui complo- de la bourgeoisie ne la soutenaient pas. tait sans cesse avec les puissances étran- Les Jacobins s'opposèrent donc duregères. La monarchie fut donc formelle- ment aux initiatives indépendantes des ment abolie et le Roi exécuté.

sation économique et politique était in- mentale, en réprimant les Enragés, secdispensable. Les Jacobins, section la plus tion la plus radicale des Sans-culottes, et consciente de la bourgeoisie, l'avaient en réduisant la fréquence des assemblées compris. Ils s'adaptèrent en même temps populaires, qui avaient été en séance aux idées des mouvements populaires permanente depuis quelques mois. pour gagner leur soutien et ainsi gagner la taura un gouvernement jacobin révolutionnaire.

LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE

Le nouveau gouvernement introduisit le suffrage universel masculin en temps de paix, donna le droit de vote aux étrangers, et décida d'armer le peuple entier. Pour gagner la paysannerie à la défense de la révolution, la totalité des droits féodaux et seigneuriaux fut abolie sans compensation. Les spéculateurs sur le grain furent envoyés à la guillotine. Le



Robespierre

contre-révolution, «Cette bande d'aristo- prix du pain fut contrôlé. Toutes ces réles de Paris.

La bourgeoisie jacobine savait Sans-culottes, en en incorporant une Pour gagner la guerre, la centrali- partie dans la bureaucratie gouverne-

Pendant toute l'histoire de la Réguerre. Robespierre, dirigeant des Jaco- volution Française, le but principal des bins, proposa une série d'amendements Jacobins, en tant que fraction la plus radicaux à la constitution, dont une limite consciente de la bourgeoisie, était de déposée sur la quantité de propriété qu'un fendre les acquis de la Révolution et seul individu avait le droit de posséder. d'empêcher la restauration de l'absolu-En invoquant le «devoir du peuple à l'in- tisme féodal, que les attaques viennent de surrection», il dirigea les Sans-culottes l'extérieur ou de l'intérieur du pays. Face contre le gouvernement girondin, et ins- aux hésitations de certaines parties de la bourgeoisie qui étaient prêtes à un compromis avec la monarchie. Les Jacobins se sont appuyés à de nombreuses reprises sur la révolte des couches populaires opprimées des villes et des campagnes. A chaque confrontation cruciale, d'ailleurs, c'était l'initiative des masses, par en bas,

qui a entraîné les Jacobins plus avant.

Mais le radicalisme des jacobins avait ses limites. Du moment où les mesures radicales correspondaient à la nécessité de défendre la Révolution, l'alliance avec les masses populaires se maintenait. Par contre, ils n'hésitaient pas à éliminer ceux qui voulaient aller plus loin, comme Jacques Roux, Eugène Varlet, ou Hébert. Ainsi les Jacobins se trouvèrent bientôt isolés, coupés d'un côté des bourgeois plus modérés, et de l'autre des masses populaires insatisfaites..

THERMIDOR

En effet la bourgeoisie dans son ensemble avait peur de l'alliance entre les Jacobins et les mouvements populaires. Elle allait accepter la dictature jacobine uniquement le temps qu'il fallait pour préserver la révolution. Mais une fois qu'une nouvelle terreur en 1794, et la victoire militaire contre les Autrichiens à Fleurus avaient éloigné le danger de contre-révolution, la majorité des bourgeois ne voulurent plus se soumettre à la discipline de l'économie contrôlée et de la terreur. L'Assemblée se mit à attaquer les Jacobins.

Les Sans-culottes, déçus par les mesures anti-populaires introduites peu avant, ne se mobilisèrent pas suffisamment pour les défendre. Le 11 Thermidor (selon le nouveau calendrier révolutionnaire) Robespierre et ses alliés furent exécutés. Peu après, la «Terreur Blanche» coûta la vie à des milliers de Jacobins et de Sans-culottes.

Thermidor représenta la reprise en main du pouvoir de l'Etat par la majorité de la bourgeoisie. Il faudra encore quelques décennies pour consolider l'Etat bourgeois nouveau, mais les batailles décisives étaient finies. L'ancien ordre était brisé à jamais, et la bourgeoisie, seule candidate pour remplacer la classe dirigeante aristocrate, était au pouvoir.

Bernard Carrier

A LIRE

-"L'histoire de la révolution française" de Albert Soboul : un bon récit général qui montre la nature de la révolution et dément les analyses révisionnistes qui n'y voient qu'une série de coups d'Etat.

-"Bourgeois et bras nus" de Daniel Guérin : le rôle des masses dans la révolution de 1793-1795.

"Les sans-culottes" de Albert Soboul: Le mouvement populaire qui défend les progrès de la révolution, mais heurte la bourgeoisie possédante en revendiquant "trop" de souveraineté populaire.

-CLR James :- Les Jacobins Noirs, Toussaint Louverture et la révolution de St Domingue.

-D. Guérin :- La révolution française et nous.